



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

Principes et lignes directrices pour la participation des **Populations autochtones**





TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION	3
II. CONTEXTE	7
Populations autochtones et participation aux activités du FEM	7
Politiques, programmes et modes de travail existants	8
III. PRINCIPES EXISTANTS DU FEM POUR LA PARTICIPATION DES POPULATIONS AUTOCHTONES.....	13
IV. LIGNES DIRECTRICES DU FEM POUR LA PARTICIPATION DES POPULATIONS AUTOCHTONES.....	17
Planification et développement	18
Participation, droits et gouvernance.....	18
Réinstallation.....	20
Savoirs traditionnels et partage des avantages en découlant.....	21
Égalité des sexes	21
Mécanismes de responsabilisation, d'examen des plaintes et de règlement des différends.....	21
V. MÉCANISMES D'APPLICATION	23

RÉFÉRENCES :

Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM

Politique sur la participation du public aux projets financés par le FEM

Document de synthèse présenté par le Groupe de travail des populations autochtones, version définitive





Introduction

1 Le FEM a été créé pour apporter des ressources aux pays en développement ou aux économies en transition afin de les aider à protéger et à améliorer l'état de l'environnement mondial. Le FEM est un mécanisme financier de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB), de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) et d'accords internationaux connexes.



Il fournit également des financements pour aider ces pays à s'adapter aux méfaits de la modification du climat. Ses activités, financées selon le principe du surcoût, viennent s'ajouter à ses projets et ses activités de base, et sont souvent conduites dans des secteurs favorisant le développement durable des pays bénéficiaires.

- 2 Les terres et territoires traditionnels des populations autochtones sont très importants pour atteindre les objectifs du FEM concernant l'environnement de notre planète. Ces terres et territoires, qui abondent en ressources naturelles, abritent jusqu'à 80 % de la biodiversité du globe¹. En outre, les populations autochtones devraient compter parmi celles les plus menacées par les impacts du changement climatique et du développement mondial².
- 3 Les populations autochtones apportent de précieuses contributions au patrimoine de l'humanité grâce à leurs vastes savoirs ancestraux, localement bien ancrés, et à leur conception de la gestion des écosystèmes. Le FEM reconnaît également que ses programmes

obtiennent de meilleurs résultats lorsque les populations autochtones sont bien intégrées dans des projets auxquels elles participent et dont elles subissent les effets. Le FEM cherche donc à les y associer systématiquement chaque fois qu'il est opportun.

- 4 Il est à noter que le FEM s'applique à ne pas financer des activités qui posent des problèmes environnementaux et sociaux majeurs. Toutefois, il reconnaît que même malgré ses meilleurs efforts, les activités de promotion du développement durable peuvent avoir des effets négatifs sur le plan environnemental et social. Le FEM applique actuellement des politiques et des mécanismes qui visent à intégrer et associer les populations autochtones aux projets qu'il finance. C'est notamment le cas de la *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale*³ et de la *Politique du FEM sur la participation du public aux projets du FEM*⁴.
- 5 Les populations autochtones ont exprimé le souhait d'être associées plus étroitement au FEM. En réponse à cette demande, le FEM a établi le présent document sur les Principes et lignes directrices pour

1 Descriptif de projet du FEM : *Assessment and Recommendations on Improving Access of Indigenous Peoples to Conservation Funding*, 2007.

2 Macchi, M. Document de synthèse de l'UICN, *Indigenous and Traditional Peoples and Climate Change*, 2008.

3 Document du Conseil, GEF/C.41/10/Rev.01.

4 Document du Conseil, GEF/C.7/6.



la participation des populations autochtones afin que l'institution et ses Agences partenaires veillent à l'intégration et à la promotion des populations autochtones dans les projets et mécanismes voulus.

- 6 Ce document est destiné à réaffirmer les Principes du FEM liés aux populations autochtones, notamment ceux exprimés dans la *Politique sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires* et dans la *Politique sur la participation du public aux projets financés par le FEM*, et à élaborer de nouvelles lignes directrices plus claires et qui fournissent des conseils pratiques sur l'application de ces politiques aux Agences partenaires et à toutes les parties prenantes intéressées par les projets financés par le FEM. Ce document établit également des mécanismes qui permettront au FEM de renforcer son engagement envers les populations autochtones⁵.

5 Remarque : Une Politique du FEM est une déclaration de principes qui rend obligatoires des actions entreprises pour atteindre les objectifs institutionnels du FEM. Les Procédures du FEM constituent une série d'instructions à suivre pour adhérer à la politique du FEM. Une Directive du FEM fournit des informations supplémentaires pour expliquer comment mettre en œuvre la politique du FEM. L'Instrument du FEM souligne l'importance des modalités du FEM et de leur rôle de garant de la participation des principaux groupes et des communautés locales, notamment les populations autochtones. Voir Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial (octobre 2011).

- 7 Le présent document expose brièvement les souhaits et les soucis qu'ont fait connaître les populations autochtones et les experts concernés à propos de la participation de ces acteurs aux projets et mécanismes financés par le FEM. Il résume également les politiques et processus suivis par le FEM et ses Agences partenaires dans ce domaine.
- 8 Le Secrétariat du FEM a préparé le présent document en s'appuyant sur les éléments fournis par des représentants des populations autochtones et par toute une gamme d'experts et de parties prenantes au cours d'un processus de consultation⁶.

6 Les acteurs suivants ont prêté leur précieux concours : Groupe de travail des populations autochtones sur la politique du FEM dans ce domaine, Agences partenaires du FEM, CDB, Réseau des ONG du FEM, OSC (par ex. Indian Law Resource Center, TEBTEBBA, World Wildlife Fund, The Nature Conservancy, Conservation International, Forest Peoples Program) et différents experts.





Contexte

Populations autochtones et participation aux activités du FEM

- 9 Depuis plusieurs années, les populations autochtones demandent au FEM d'élaborer une politique et des modalités régissant officiellement son interaction avec les populations autochtones. Elles veulent ainsi faire en sorte que leurs contributions au développement durable et à la protection de l'environnement continuent à être reconnues et encouragées.

- 10 Les populations autochtones souhaitent aussi que les organisations internationales compétentes veillent en permanence à ce que les opérations et politiques qu'elles mènent suivent l'évolution de leurs droits et des meilleures pratiques en la matière. À cet égard, la déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones (UNDRIP) revêt une importance particulière pour ces populations⁷.
- 11 Pour donner suite à ces demandes, le FEM a lancé un processus de concertation avec les populations autochtones pour approfondir la question et répondre efficacement à leur demande de préparation d'un cadre de collaboration avec l'institution. Dans le cadre de ce processus, un Groupe de travail des populations autochtones⁸ a été créé en juillet 2011 en liaison avec le FEM pour fournir des éléments d'appréciation au Secrétariat de l'institution, notamment possibilités de renforcement de la collaboration entre les populations autochtones et le FEM, ainsi que l'amélioration de leur participation aux opérations du FEM. Plusieurs ateliers de consultation ont eu lieu pour rassembler ces éléments⁹.
- 12 En novembre 2011, le groupe de travail a fait paraître un document de synthèse sur lequel le Secrétariat du FEM s'est appuyé pour préparer le présent document. Le groupe de travail a préparé son document de synthèse de manière participative avec des consultations dans différentes régions¹⁰.
- 13 Le document de synthèse du groupe de travail met notamment l'accent sur le souhait de voir le FEM établir une politique basée sur les droits reconnaissant et encourageant le respect des droits des populations autochtones. Pour cela, le FEM doit adopter une approche basée sur les droits et contribuer à l'application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, de la Charte africaine et de la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour les États qui appuient ces instruments ou les ont ratifiés. Les populations autochtones ont demandé au FEM de fournir des orientations supplémentaires sur la façon

dont ces populations et leurs droits sont définis, en particulier dans le cadre des déclarations des Nations Unies, ainsi que leurs positions sur la question des droits fonciers, le consentement préalable, donné librement et en toute connaissance de cause, les savoirs traditionnels, l'accès aux ressources et les avantages en découlant, et la participation de ces populations aux modes de fonctionnement et aux opérations du FEM. Le groupe de travail présente également des mécanismes par lesquels le FEM peut contribuer à l'application effective des orientations ainsi définies¹¹.

Politiques, programmes et modes de travail existants

- 14 Dès les tout débuts, le FEM a reconnu le rôle important que les populations autochtones jouaient dans l'élaboration de ses politiques, programmes et modes de travail, tant par leur précieuse contribution au stade de la préparation du projet qu'en tant que partenaires et acteurs potentiels aux stades de la définition, l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Le FEM a réaffirmé son engagement en novembre 2010 dans sa décision du Conseil GEF/C.39/10/Rev.1, *Amélioration de la participation des organisations de la société civile aux opérations du FEM*¹².
- 15 Aujourd'hui, les populations autochtones sont partie intégrante de nombreux aspects des stratégies et des opérations du FEM. De par cette intégration, il est difficile de mesurer l'ampleur de leur apport au FEM et de s'assurer que l'aide et les orientations actuellement fournies par le FEM sont utiles et suffisantes.
- 16 Plusieurs des politiques appliquées par le FEM concernent les populations autochtones ou leur offrent une protection. Il s'agit notamment de la *Politique sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires*, de la *Politique sur la participation du public aux projets du FEM*, des *Normes fiduciaires minimales recommandées pour les Agents et Organismes d'exécution du FEM*, et des politiques et modalités du FEM concernant le cycle du projet et son examen par le Secrétariat du FEM.

7 Résolution des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale, 61/295. Déclaration sur les droits des populations autochtones, 2007.

8 Les populations autochtones ont désigné les représentants du groupe de travail par le biais d'un processus d'autosélection.

9 Le Gouvernement suisse a généreusement prêté son concours financier à la préparation du présent document et à l'élaboration du document de synthèse du groupe de travail.

10 Voir Groupe de travail des populations autochtones, Document de synthèse : version définitive, 30 novembre 2011, pp. 2-3.

11 Groupe de travail des populations autochtones, Document de synthèse : version définitive, 30 novembre 2011.

12 Document du Conseil GEF/C.39/10, *Amélioration de la participation des Organisations de la société civile aux opérations du FEM*.

17 Les populations autochtones constituent l'une des huit normes minimales que les *Entités partenaires du FEM* doivent respecter, conformément à la politique de l'institution sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale. Les Agences partenaires souhaitant mettre en œuvre des projets impliquant ou touchant des populations autochtones doivent remplir ce critère. Cette politique précise la façon dont le FEM recommande d'appliquer le principe du consentement préalable, donné librement et en toute connaissance de cause. Les normes minimales énoncent aussi les critères et les règles de base utilisés dans les projets faisant intervenir des populations autochtones et définissent des critères précis applicables à ces populations, notamment en matière de réinstallation forcée, de patrimoine culturel et physique, et de mécanismes de responsabilisation et d'examen des plaintes¹³.

18 La *Politique sur la participation du public aux projets financés par le FEM* oblige également l'institution à associer les populations autochtones à la définition, l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de ces projets, lorsque ceux-ci les concernent. La participation du public, dont celle des populations autochtones et locales, englobe notamment la diffusion de l'information, la consultation et la participation des acteurs concernés tout au long du cycle de projet. Cette politique prend en compte la nécessité d'inclure les populations autochtones et les communautés locales dès les prémices du projet, dans le but de s'adapter à leur mode d'organisation, leurs valeurs culturelles, leur langue et d'autres facteurs¹⁴. Le besoin de la participation du public a été réitéré en novembre 2010 dans la décision du Conseil C.30/10, qui propose des options futures pour l'amélioration de l'engagement du FEM auprès des Organisations de la société civile (OSC), y compris les populations autochtones, par le biais de ses opérations¹⁵.

19 Dans le cycle de projet du FEM, la préparation d'une Fiche d'identité de projet (FIP) est une étape

importante. Dans la FIP, les concepteurs du projet doivent parler du rôle et de l'intégration des populations autochtones dans les activités. Les modalités officielles de préparation des FIP obligent aussi les demandeurs à indiquer comment ils procéderont pour suivre les politiques applicables du FEM¹⁶. Un plan succinct d'engagement des parties prenantes devrait également être inclus dans le document¹⁷. Dans son examen officiel des projets, le Secrétariat du FEM demande au personnel de déterminer si les populations autochtones sont touchées par les projets et si elles ont judicieusement participé à leur préparation¹⁸.

20 La politique du FEM, *Normes fiduciaires minimales recommandées pour les Agents et Organismes d'exécution du FEM*, définit le travail d'évaluation que les Entités partenaires doivent effectuer pour s'assurer que les activités et/ou les projets proposés respectent un certain nombre de critères techniques, économiques, financiers, fiduciaires, environnementaux, sociaux, institutionnels, etc., dont ceux imposés par le FEM, et pour déterminer si ces activités/projets permettront normalement d'atteindre les objectifs déclarés et d'obtenir les résultats recherchés¹⁹.

21 Reconnaisant la contribution importante des populations autochtones à la protection de l'environnement, le FEM a également reconnu leur rôle dans les objectifs stratégiques de ses domaines d'intervention. Ainsi, pour donner suite aux directives reçues au titre de la CDB, le FEM a précisé que les populations autochtones étaient des acteurs clés pour atteindre ses objectifs stratégiques dans le

13 Voir le document du Conseil GEF/C.41/10/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM*, pp. 17, 22–29.

14 Voir les documents du Conseil GEF/C.7/6, *Participation du public aux projets financés par le FEM* et GEF/C.6/Inf.5, *Draft Outline of Policy Paper on Public Involvement in GEF-Financed Projects* (Projet de document d'orientation sur la participation du public aux projets du FEM).

15 Voir le document du Conseil GEF/C.39/10, *Amélioration de la participation des Organisations de la société civile aux opérations du FEM*.

16 Les modalités de préparation des FIP indiquent notamment comment remplir le formulaire voulu pour présenter un projet. S'agissant plus précisément des populations autochtones, la section B.5 de ces modalités dispose ce qui suit : « Les documents sur le Renforcement de la mobilisation de la société civile et de ses partenariats avec le FEM, et sur la Participation du public aux projets fournissent des informations sur la politique et les actions du FEM en la matière. Des informations doivent être données sur la façon dont ces politiques seront appliquées dans le projet présenté ». Voir *PIF Preparation Guidelines* (Modalités de préparation des FIP), novembre 2011.

17 Voir le document du Conseil GEF/C.39/10, *Amélioration de la participation des Organisations de la société civile aux opérations du FEM*, page 5.

18 Voir la page 5 de la liste de contrôle utilisée par les chefs de projet du FEM lors de l'examen de la documentation présentée à l'appui des projets : « Pour toute question relative à la politique du FEM sur la participation des populations autochtones, [le chef de projet] se reporte à la publication *Communautés autochtones et biodiversité* ».

19 Voir document du Conseil GEF/C.31/6, *Normes fiduciaires minimales recommandées pour les Agents et Organismes d'exécution du FEM*.

domaine d'intervention « diversité biologique ». Dans le cadre de la stratégie dans ce domaine d'intervention pendant FEM-5, le FEM reconnaît l'importance de la participation de ces populations et du renforcement de leur capacité à définir, élaborer, mettre en œuvre, suivre et évaluer des projets, notamment par le soutien qu'il apporte, selon les besoins, à des dispositifs existants, comme les zones sous régime de gestion communautaire ou autochtone, et à des mécanismes de cogestion. Cette stratégie s'appuie aussi sur des projets de renforcement des capacités des populations autochtones dans le domaine de l'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages en découlant ainsi que sur des activités de préparation de mesures favorables à l'adoption d'accords concrets en la matière²⁰. La stratégie dans le domaine d'intervention « eaux internationales » pendant FEM-5 s'appuie aussi sur le financement de projets qui feront intervenir les populations autochtones dans la gestion des bassins fluviaux/lacustres, des nappes souterraines, des écosystèmes marins et des « forêts bleues »²¹.

- 22 De nombreuses Agences partenaires du FEM et les Agences d'exécution avec lesquelles elles travaillent ont adopté des politiques et des normes pour leurs opérations respectives. Sur les dix Agences partenaires existantes, sept ont adopté des politiques, des mesures de sauvegarde et des modalités régissant la participation des populations autochtones²². La plupart des Agences partenaires ont également désigné des points de contact pour les populations autochtones. Si les normes imposées par leurs règles ou la législation nationale sont plus strictes que celles du FEM, elles viennent s'y ajouter et les Agences partenaires sont tenues de les observer. Les Agences

partenaires et les Agences d'exécution sont aussi tenues d'observer la législation nationale et/ou les obligations internationales applicables.

- 23 Les populations autochtones ont leur propre interlocuteur au sein du Secrétariat du FEM et leurs intérêts sont également pris en compte par les membres du personnel qui travaillent sur un certain nombre de produits financés par l'institution (Programme de microfinancements, par exemple). Ces personnes servent également de points de contact pour le reste du Secrétariat et les membres du Conseil.
- 24 Jusqu'à présent, le FEM a soutenu 160 projets de grande ou de moyenne envergure impliquant des populations autochtones²³. Deux tiers de ces projets ont été exclusivement montés au profit de populations autochtones (nombre d'entre eux accomplis par des organisations autochtones) ou avaient des composantes distinctes et/ou des sous-projets ciblant ces populations.
- 25 Le Programme de microfinancements du FEM est un autre mode de financement très important, qui permet au FEM de s'associer aux efforts de développement durable des populations autochtones partout dans le monde et de les soutenir. Environ 15 % des projets du Programme de microfinancements du FEM ciblent et impliquent des populations autochtones²⁴. Le fonctionnement du Programme est adapté au travail avec ces populations : le cycle de projet est souple et allégé et les modalités de décaissement ont la souplesse nécessaire pour tenir compte de la culture, des coutumes et des déplacements saisonniers de ces populations. Le Programme de microfinancements accepte également des projets présentés en langue nationale ou soumis de façon non traditionnelle, sous forme de vidéo ou de pièces de théâtre montées par des communautés, par exemple.
- 26 Les populations autochtones ont également été impliquées dans le dialogue sur les politiques et mécanismes du FEM en participant au Réseau des ONG du FEM en tant que représentants officiels. Trois représentants des populations autochtones sont membres du Comité de coordination du Réseau

20 Il s'agit notamment d'accords reconnaissant les principes fondamentaux du régime d'accès et de partage : consentement préalable donné en connaissance de cause et conditions convenues d'un commun accord. Voir *Stratégies adoptées dans les domaines d'intervention pour FEM-5*, 2011.

21 Voir *Stratégies adoptées dans les domaines d'intervention pour FEM-5*, 2011.

22 Les sept entités disposant de politiques et de mesures de sauvegarde pour les populations autochtones sont la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque asiatique de développement, le Fonds international de développement agricole et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les trois autres sont l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (projet de politique à l'étude) et la Banque africaine de développement.

23 Voir aussi le document du FEM intitulé *Communautés autochtones et biodiversité*, 2008.

24 Voir le document du FEM intitulé *Communautés autochtones et biodiversité*, 2008.

des ONG du FEM. La réunion de consultation des ONG du FEM, qui se tient avant chaque réunion du Conseil du FEM, a servi de forum officiel ouvert aux populations autochtones pour discuter des questions politiques les concernant. Cinq représentants du Réseau des ONG du FEM, y compris le représentant des populations autochtones, ont également participé à des réunions du Conseil du FEM afin de partager leurs points de vue. Les populations autochtones ont aussi pris part à différents mécanismes du FEM, notamment les Ateliers de coordination élargie, représentant le Réseau des ONG du FEM.

- 27 Enfin, s'agissant de l'éthique de responsabilité et du règlement des différends, la DG du FEM a nommé un Commissaire au règlement des conflits pour répondre aux plaintes dont le Secrétariat est saisi. La *Politique sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM* comporte aussi une norme minimale pour les mécanismes de responsabilisation et d'examen des plaintes. Par cette politique, les Entités partenaires du FEM sont tenues d'adopter des mécanismes garantissant l'éthique de responsabilité et la mise en œuvre des politiques ainsi que le règlement des plaintes et des différends²⁵. Pour les populations autochtones, l'existence de ces mesures et la présence d'un interlocuteur direct au sein du FEM constituent un moyen important de faire connaître les craintes que peuvent susciter les projets du FEM.

²⁵ Voir le document du Conseil GEF/C.41/10/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM*, page 6.





A photograph showing a person's bare feet resting on a woven straw mat. A small brown and white bird is perched on the mat near the feet. A rug with thick black and white horizontal stripes is partially visible. In the background, there is a wall made of mud or clay with some wooden beams.

Principes existants du FEM pour la participation des populations autochtones

28 Deux politiques existantes du FEM contiennent des principes fondamentaux qui guident la participation des populations autochtones :

1) la *Politique sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM* ; et

2) la *Politique sur la participation du public aux projets financés par le FEM*.



- 29 Une Politique du FEM est une déclaration de principes qui rend obligatoires des actions entreprises pour atteindre les objectifs institutionnels du FEM. Les Procédures du FEM constituent une série d'instructions à suivre pour adhérer à la politique du FEM. Une Directive du FEM fournit des informations supplémentaires pour expliquer comment mettre en œuvre la politique du FEM. L'Instrument du FEM souligne l'importance des directives du FEM et de leur rôle de garant de la participation des principaux groupes et des communautés locales, notamment les populations autochtones²⁶.
- 30 Les principes applicables suivants sont extraits, dans leur formulation initiale, directement de ces deux politiques du FEM :
- (a) Les Entités partenaires appliquent des règles qui les obligent à s'assurer que les projets financés par le FEM sont conçus et exécutés de façon à ce que l'identité, la dignité, les droits fondamentaux et les spécificités culturelles des populations autochtones soient intégralement respectés pour que ces populations : 1) en retirent des avantages économiques et sociaux compatibles avec leur culture ; et 2) ne subissent pas le contrecoup des opérations²⁷.
 - (b) La participation totale et efficace des populations autochtones doit être recherchée dans la définition, l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de toutes les activités pertinentes du projet. C'est au pays lui-même, normalement au gouvernement et à l'organisme ou aux organismes chargés de l'exécution des projets, qu'il appartient d'assurer la participation du public avec l'appui des Entités partenaires du FEM. Les projets financés par le FEM doivent notamment permettre de répondre de manière adéquate aux besoins économiques, culturels et sociaux des populations touchées par les projets financés par le FEM²⁸.
 - (c) Pour être efficaces, les activités impliquant la participation du public doivent être diversifiées et durables. Les Entités partenaires incluront

26 Voir Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial (octobre 2011).

27 Voir le document du Conseil GEF/C.41/10/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM*, page 24.

28 Voir les documents du Conseil GEF/C.7/6, *Participation du public aux projets financés par le FEM* et GEF/C.6/Inf.5, *Draft Outline of Policy Paper on Public Involvement in GEF-Financed Projects*.

dans les budgets des projets, au fur et à mesure des besoins, l'assistance technique et financière nécessaire aux gouvernements des pays bénéficiaires et aux entités d'exécution des projets pour assurer la participation efficace des populations autochtones. Les Entités partenaires collaboreront avec les gouvernements et les agences d'exécution des projets afin de garantir que les activités soutenant la participation des populations autochtones sont menées efficacement sur le long terme. Les Entités partenaires du FEM aideront les organismes qui exécutent des projets à : i) permettre au plus grand nombre possible d'acteurs d'avoir accès en temps voulu à toutes les informations pertinentes ; ii) faciliter le déroulement de consultations largement ouvertes et centrées sur les projets, surtout au niveau de la région ou de la zone concernée ; et iii) encourager la participation active des populations autochtones à tous les stades du cycle de projet, notamment par des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités²⁹.

- (d) Les activités impliquant la participation du public, y compris celles des populations autochtones, doivent être menées de manière transparente et ouverte. De plus, tous les projets financés par le FEM doivent s'accompagner d'une documentation complète et d'informations non confidentielles, notamment les justificatifs complets de la participation du public³⁰.
- (e) Le principe du consentement préalable, donné librement et en toute connaissance de cause, s'applique aux projets financés par le FEM dans les pays ayant ratifié la Convention 169 de l'OIT³¹.

Bien qu'il n'existe aucune définition universelle de ce principe, pour les besoins du présent paragraphe, les Agences partenaires du FEM s'assureront que les exécutants de projets apportent la preuve que : i) le processus de consultation est accepté par le promoteur du projet et les populations autochtones concernées ; et ii) les parties sont d'accord sur les conclusions de la consultation. Le principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, ne requiert pas nécessairement l'unanimité. Il peut être appliqué même dans le cas où certains individus ou groupes sont manifestement en désaccord avec le reste de la population concernée. Pour les autres projets³², les Entités partenaires utiliseront leurs mécanismes de consultation avec les populations autochtones et veilleront à ce qu'au terme de ces consultations, les populations concernées souscrivent largement aux opérations proposées au financement du FEM³³.

- 31 En outre, les populations autochtones disposent d'un interlocuteur direct qui peut répondre à leurs préoccupations et, comme stipulé dans la *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires*, le cas échéant, le Commissaire au règlement des conflits peut travailler directement avec les populations autochtones, les Entités partenaires du FEM et le pays participant pour aider à remédier aux plaintes, régler les différends et résoudre d'autres questions importantes pour les opérations du FEM³⁴.

29 Voir les documents du Conseil GEF/C.7/6, Participation du public aux projets financés par le FEM et GEF/C.6/Inf.5, *Draft Outline of Policy Paper on Public Involvement in GEF-Financed Projects*.

30 Voir les documents du Conseil GEF/C.7/6, Participation du public aux projets financés par le FEM et GEF/C.6/Inf.5, *Draft Outline of Policy Paper on Public Involvement in GEF-Financed Projects*.

31 La Convention 169 de l'OIT et la déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones revêtent une importance particulière car, entre autres, elles répondent aux questions qui touchent directement la participation de ces populations. La convention 169 de l'OIT fait référence au « consentement donné librement et en toute connaissance de cause ». La déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones fait référence, entre autres, au « consentement préalable, donné librement et en toute connaissance de cause ». Le principe du consentement préalable, donné librement et en toute connaissance de cause, s'applique non seulement aux États signataires de la convention 169 de l'OIT, mais également là où la législation nationale ou d'autres obligations internationales l'exigent. Voir le document du Conseil GEF/C.41/10/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM*, pp. 6 et 17.

32 Aux fins du présent paragraphe, « autres projets » s'entend des projets financés par le FEM dans des États n'ayant pas ratifié la Convention 169 de l'OIT. Voir le document du Conseil GEF/C.41/10/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM*, page 17-18.

33 Voir le document du Conseil GEF/C.41/10/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM*, page 18.

34 Voir le document du Conseil GEF/C.41/10/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM*, page 18.





Lignes directrices du FEM pour la participation des populations autochtones

32 Le FEM a élaboré les lignes directrices suivantes dans le but de mettre en application ses politiques existantes, d'améliorer son efficacité et d'assurer la protection des droits et des avantages à long terme des populations autochtones et de l'environnement mondial.

- 33 Ces lignes directrices fournissent des informations supplémentaires permettant d'expliquer ou d'aider à mettre en œuvre la *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires*, la *Politique sur la participation du public aux projets du FEM*, ainsi que d'autres politiques, principes et stratégies du FEM concernant la participation des populations autochtones³⁵.
- 34 Pour les Lignes directrices de mise en application des politiques existantes suivantes, le FEM :
- i. considère que les populations autochtones jouent un rôle important, coordonnant leurs efforts avec le FEM pour qu'il puisse s'acquitter de son mandat de protection de l'environnement mondial ;
 - ii. reconnaît que les populations autochtones sont des acteurs, partenaires et détenteurs de droits extrêmement utiles qui jouent un rôle important pour la préservation, la gestion et l'utilisation durable du patrimoine écologique de la planète ;
 - iii. est déterminé à optimiser les effets positifs de ses projets de manière équitable tout en évitant, en minimisant et/ou en atténuant leurs impacts négatifs possibles ;
 - iv. affirme la participation totale et efficace des populations autochtones à son fonctionnement, notamment par leur contribution à l'élaboration et au renforcement des politiques et mécanismes qui visent à garantir la viabilité environnementale, sociale et financière de ses opérations ;
 - v. n'ignore pas que les populations autochtones continuent à faire face à de nombreux défis pour parvenir à protéger leurs droits, leur identité, leur culture et leurs savoirs ;
 - vi. reconnaît l'importante contribution des femmes, des anciens et des jeunes à la conservation, aux savoirs traditionnels et à la gestion des ressources naturelles ;
 - vii. salue la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, soutient la mise en application des dispositions qui y sont énoncées et considère que les projets qu'il finance peuvent y contribuer, dans les conditions prévues par les législations nationales et/ou les obligations internationales applicables.

Planification et développement

- 35 Pour tout projet financé par le FEM qui pourrait affecter négativement les populations autochtones, le FEM exige de ses Agences partenaires un plan approprié³⁶. Idéalement, ce plan doit être préparé dès le début de l'élaboration du projet et inclure les dispositions stipulées dans les Lignes directrices du FEM pour la participation des populations autochtones, aux paragraphes 36 et 39 à 44 ci-dessous. Il doit être culturellement approprié et contenir des informations sur le contexte juridique et la sélection des populations autochtones, une évaluation de référence, des procédures du principe de consentement préalable, donné librement et en toute connaissance de cause, une évaluation du régime foncier, des mécanismes de participation locale, le renforcement des capacités, les savoirs traditionnels, et les activités de suivi et d'évaluation.

35 Les Agences partenaires du FEM qui s'emploient à élaborer et/ou à renforcer des normes de sauvegarde pour se conformer à la *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires* et à la *Politique sur la participation du public aux projets du FEM*, entre autres, peuvent s'inspirer des systèmes de sauvegarde des banques multilatérales de développement qui incluent des politiques et des lignes directrices connexes sur les populations autochtones pouvant servir d'exemple, parmi lesquelles la *Politique d'engagement du FIDA aux côtés des populations autochtones*, la *Politique de la FAO concernant les peuples autochtones et tribaux*, les principes de la Banque asiatique de développement relatifs aux peuples autochtones et l'annexe 3 y relative, l'Exigence de performance 7 de la BERD sur les peuples autochtones, la *Politique opérationnelle de la BID sur les peuples autochtones*, la Norme de performance de l'IFC sur les peuples autochtones et la note d'orientation 7 correspondante, et la *Politique opérationnelle de la Banque mondiale sur les peuples autochtones*.

36 Voir le document du Conseil GEF/C.41/10/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM*, page 25.

Participation, droits et gouvernance

36 Dans le respect des législations nationales ou des obligations internationales, le FEM et ses Entités partenaires s'assureront que :

- (a) les populations autochtones participent pleinement et effectivement³⁷ aux politiques, mécanismes, programmes et projets qui peuvent les concerner de façon positive ou négative, ou porter atteinte à leurs droits ou à leur aptitude à préserver leur mode de vie. Ceci implique notamment l'identification en temps opportun des populations autochtones et leur participation aux évaluations de l'impact environnemental, culturel, social et de sélection. Les représentants des populations autochtones doivent également participer à la définition, l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets qui les concernent. Lorsque cela est possible et réalisable, les populations autochtones choisissent elles-mêmes les politiques, les mécanismes, les programmes et les projets auxquels elles participent et sont représentées, selon leurs propres modalités. Elles peuvent participer à des politiques, mécanismes, programmes et projets du FEM comme l'élaboration de stratégies dans les domaines d'intervention, les réunions des

37 Il n'existe pas de définition universelle pour la « participation pleine et effective ». Aux fins de l'application de la norme minimale 4 du FEM, une participation est pleine et effective si les conditions ci-après sont remplies : i) elle commence au tout début du cycle de projet et se poursuit sans interruption jusqu'au terme de celui-ci ; ii) les informations pertinentes et appropriées sont communiquées à l'avance et dans les délais, d'une manière telle qu'elles sont faciles à comprendre et aisément accessibles pour les populations affectées ; iii) les personnes directement affectées sont prises en compte, une attention particulière étant accordée aux besoins des femmes et des groupes vulnérables et/ou défavorisés ; iv) aucune manipulation extérieure, ingérence, coercition ou intimidation n'est relevée ; v) le client peut analyser les avis exprimés et y donner suite, ce qui permet d'intégrer les propositions pertinentes émanant des personnes affectées et d'autres parties prenantes dans les décisions prises, le cas échéant ; et vi) le niveau de participation est proportionnel aux impacts et effets potentiels. « Une participation pleine et effective » s'appuie sur une forte participation, mais ne nécessite pas le consentement des populations concernées. Pour plus d'informations, voir le paragraphe 54 de la déclaration de politique générale de la Banque asiatique de développement sur les sauvegardes, le paragraphe 30 de la Norme de performance 1 de la Société financière internationale et la publication de la Convention sur la diversité biologique intitulée *Contribution du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique à l'étude sur « Les populations autochtones et le droit de participer à la prise de décisions »* réalisée par le Mécanisme d'Experts sur les droits des peuples autochtones et présentée en décembre 2009.

groupes de pays, les processus de constitution des portefeuilles nationaux, les comités directeurs nationaux du Programme de microfinancements et le cycle de projets du FEM (y compris la définition, l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de projets).

- (b) l'auto-identification, entre autres, est un critère important de détermination du statut d'autochtone dans les projets financés par le FEM. L'identification par les autres, l'attachement collectif à la terre, la présence d'institutions coutumières, la pratique de langues vernaculaires, l'existence de productions destinées principalement à l'autoconsommation sont également des critères sociaux et culturels pour reconnaître le statut d'autochtone d'une population donnée³⁸.
- (c) les projets financés par le FEM ne compromettent pas les efforts déployés par les populations autochtones pour préserver la propriété de leurs terres et de leurs ressources, et l'accès à ce patrimoine. Le FEM encourage en outre les actions visant à renforcer la capacité de ces populations à gérer durablement leurs terres, leurs territoires et leurs ressources pour le bien écologique commun de la planète et à tirer parti des projets financés par le FEM qui utilisent ces terres, ces territoires ou ces ressources³⁹.
- (d) les projets pouvant avoir un effet négatif sur les droits de propriété et les droits d'usage traditionnels des populations autochtones sur les terres, les territoires, les ressources, les moyens de subsistance ou les cultures sont évités et, lorsque cela est

38 Voir par exemple la Déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones, les Lignes directrices du Groupe des Nations unies pour le développement sur les questions relatives aux peuples autochtones, la définition qui figurait dans le rapport de Martinez Cobo, la Charte africaine, la Convention 169 de l'OIT et l'identification de Mme Erica-Irene Daes, ainsi que les définitions des Agences partenaires du FEM incluses dans les documents de sauvegarde et de politique générale relatifs aux populations autochtones.

39 À titre d'exemple, la Norme minimale 4 de la *Politique sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM* exige que chaque Agence partenaire « ... veille à ce que les populations autochtones affectées partagent équitablement les avantages » provenant des parcs et des aires protégées au cas où leur accès à ces espaces est restreint.





impossible, les mesures correctives voulues sont prises. Cela comprendra la préparation d'évaluations appropriées des régimes fonciers, au besoin, de mesures protectrices et d'évaluations des impacts sociaux, entre autres.

- (e) le principe du consentement préalable, donné librement et en toute connaissance de cause, s'applique aux projets financés par le FEM dans les pays ayant ratifié la Convention 169 de l'OIT, comme indiqué au paragraphe 30 e) ci-dessus⁴⁰.

37 Le document du Conseil GEF/C41/10/Rev1 note également que le principe du consentement préalable, donné librement et en toute connaissance de cause, s'applique également là où la législation nationale ou d'autres obligations internationales l'exigent⁴¹.

38 Le FEM reconnaît également la recommandation émanant des populations autochtones pour que le principe de consentement préalable, donné librement et en toute connaissance de cause, soit appliqué aux activités financées par le FEM qui se déroulent sur leurs terres, territoires et ressources ou peuvent avoir un impact important sur ce patrimoine, dans le respect de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Le respect de ce principe doit en outre reposer sur des processus de consultation largement acceptés⁴².

40 La politique de sauvegarde du FEM constate que le principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, ne requiert pas nécessairement l'unanimité. Il peut être appliqué même dans le cas où certains individus ou groupes sont manifestement en désaccord avec le reste de la population concernée. Voir le document du Conseil GEF/C.41/10/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM*, page 18.

41 Voir le document GEF/C.41/10/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM*, pour un complément d'information.

42 Voir par exemple les Lignes directrices du Groupe des Nations unies pour le développement sur les questions relatives aux peuples autochtones et le document *REDD+ FPIC Guidelines Free, Prior, and Informed Consent in REDD+* (Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause dans le contexte du REDD+) publié par RECROFTC en février 2011 (http://www.recoftc.org/site/uploads/content/pdf/FPICinREDDManual_127.pdf). Voir également la Norme de performance 7 et la Note d'orientation 7 de l'IFC qui décrivent les modalités de mise en œuvre du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause appliquées par l'IFC.

Réinstallation

- 39 Le FEM ne finance pas la réinstallation forcée des populations autochtones⁴³.

Savoirs traditionnels et partage des avantages en découlant

- 40 Le FEM reconnaît et respecte :
- (a) l'importance des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles pour le bien-être à long terme des populations autochtones, et les législations nationales ou les obligations internationales participant à la préservation de ces connaissances, innovations et pratiques traditionnelles⁴⁴.
 - (b) le fait que les connaissances traditionnelles des populations autochtones peuvent donner plus de poids aux projets qu'il finance et encourage le recours à des mécanismes d'accompagnement souples pour prendre en compte les savoirs, innovations et pratiques traditionnels dans ses projets.
 - (c) la contribution importante des femmes, des anciens et des jeunes à la préservation, l'amélioration et la transmission des savoirs, innovations et pratiques traditionnels, et soutient leur participation et celle d'experts de ces questions à ses projets, chaque fois que cela se justifie.
 - (d) l'importance d'un accès adéquat aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels connexes des populations autochtones, et d'un partage équitable des avantages découlant de leur utilisation.
 - (e) les directives existantes en matière de savoirs traditionnels et d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages en

découlant (Code Tkarihwaie:ri, Lignes directrices Akwe : Kon, Lignes directrices de Bonn et Protocole de Nagoya). Le FEM encourage la prise en compte des dispositions de ces instruments dans les projets qu'il finance, chaque fois que cela se justifie.

Égalité des sexes

- 41 Le FEM soutient l'émancipation, la participation et le rôle moteur des hommes et des femmes autochtones dans les projets qu'il finance grâce à la mise en œuvre des dispositions de ses politiques sur les *normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale et l'internalisation de la parité des sexes*.

Mécanismes de responsabilisation, d'examen des plaintes et de règlement des différends

- 42 À titre de première étape pour répondre aux préoccupations soulevées par les projets, le FEM et ses Agences partenaires faciliteront l'accès des populations autochtones aux mécanismes de règlement des différends au niveau local ou national. Les Agences partenaires du FEM sont tenues d'adopter des mécanismes de responsabilisation et de règlement des différends — en interne et/ou au niveau des projets — afin de répondre aux plaintes des populations autochtones⁴⁵.
- 43 Le Commissaire au règlement des conflits et le point de contact des populations autochtones se saisissent des plaintes déposées qui n'ont pas été adéquatement prises en compte au niveau local, national ou des Entités partenaires.
- 44 Le point de contact du FEM auprès des populations autochtones consignera les décisions et les plaintes déposées.

43 Voir le document GEF/C.41/10/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM*, pour un complément d'information.

44 Voir par exemple l'article 8j de la Convention sur la diversité biologique.

45 Voir le document GEF/C.41/10/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à respecter par les Entités partenaires du FEM*. De plus, l'emploi des termes « différend », « responsabilisation », « conformité » et « règlement des différends » varie en fonction de l'Agence partenaire du FEM ou de l'institution concernée.





Mécanismes d'application

45 La mise au point de méthodes et de mécanismes d'application effective des Lignes directrices pour la participation des populations autochtones contribuera pour beaucoup à l'institutionnalisation de cet instrument. À cette fin, le FEM prendra les dispositions internes suivantes :

- (a) Désignation d'un interlocuteur direct des populations autochtones, qui servira de point de contact efficace et opportun. Cet interlocuteur fournira de l'aide au Secrétariat du FEM, aux populations autochtones et aux Entités partenaires sur des questions liées aux *Principes et lignes directrices du FEM pour la participation des populations autochtones* et facilitera le travail du Groupe consultatif des populations autochtones décrit au paragraphe b) ci-dessous. L'interlocuteur des populations autochtones dirigera également l'examen et la mise à jour de ces Lignes directrices.
- (b) Coordination améliorée entre les Agences partenaires, le personnel du Secrétariat du FEM et les populations autochtones grâce à la création d'un Groupe consultatif des populations autochtones. Ce groupe aura pour principale fonction de conseiller l'interlocuteur direct des populations autochtones sur la mise en application et l'examen du présent document, en particulier sur la manière appropriée d'améliorer le dialogue entre les populations autochtones, les Agences partenaires, les représentants du Secrétariat du FEM et d'autres experts⁴⁶.
- (c) Examen et amélioration des mécanismes de surveillance du FEM pour suivre l'efficacité de la mise en application des politiques, procédures et Lignes directrices du FEM relatives aux populations autochtones, ainsi que le niveau de participation des populations autochtones aux projets et mécanismes financés par le FEM, dans le cadre du mécanisme de gestion par les résultats et du Rapport de suivi annuel du FEM.
- (d) Développement des connaissances et des capacités des populations autochtones pour soutenir leur participation active et effective aux exercices de planification, au cycle de projet du FEM, et à d'autres activités comme l'élaboration des stratégies dans les domaines d'intervention, les réunions des groupes de pays, les processus de constitution des portefeuilles nationaux et les comités directeurs nationaux du Programme de microfinancements.
- (e) Renforcement des capacités au sein des services du Secrétariat, développement des connaissances et mécanismes de transfert pour renforcer l'échange d'informations entre le FEM et les organismes extérieurs compétents pour les questions relatives aux populations autochtones.
- (f) Définition et renforcement de mécanismes de financement à l'appui des populations autochtones et de leurs efforts visant à protéger leurs droits et à gérer efficacement leurs ressources dans le cadre de projets et programmes actuels et futurs, dont le Programme de microfinancements et le Fonds du Partenariat pour la préservation des écosystèmes vitaux.

Références

Référence I : Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM⁴⁷

Référence II : Politique sur la participation du public aux projets financés par le FEM⁴⁸

Référence III : Document de synthèse présenté par le Groupe de travail des populations autochtones⁴⁹

46 Les groupes de populations autochtones doivent sélectionner eux-mêmes leurs représentants aux niveaux régional et national, dans la mesure du possible, pour assurer leur participation. Voir aussi les Lignes directrices du GNUD.

47 Voir le document GEF/C.41/Rev.1, *Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM*, pp. 17, 22–29.

48 Voir les documents du Conseil GEF/C.7/6, *Participation du public aux projets financés par le FEM* et GEF/C.6/Inf.5, *Draft Outline of Policy Paper on Public Involvement in GEF-Financed Projects*.

49 Voir le document GEF/C.42/Inf.03/Rev.1, *Principles and Guidelines for Engagement with Indigenous Peoples* (Principes et lignes directrices pour la participation des populations autochtones). Annexe A ; ou une autre publication sur ce sujet.

REMERCIEMENTS

SECRÉTARIAT DU FEM

Gustavo Alberto Fonseca
Yoko Watanabe
Laura Ledwith
Aziza Akhatova
Maria Del Pilar Barrera
Ian Gray
Andrew Velthaus

GROUPE DE TRAVAIL DES POPULATIONS AUTOCHTONES SUR LA POLITIQUE DU FEM DANS CE DOMAINE

Joenia Batista de Carvalho, Brésil
Johnson Cerda, Équateur
Herminia Degawan, Philippines
Famarck Hlawching, Birmanie
Edna Kaptoyo, Kenya
Jadder Mendoza Lewis, Nicaragua
Hindou Oumarou Ibrahim, Tchad
Saro Pyagbara, Nigéria
Jennifer Rubis, Malaisie

CONTRIBUTIONS

BAsD	BERD
BID	PNUD, ONUDI
BAfD	FAO
FIDA	PNUE
Banque mondiale	The Nature Conservancy
Conservation International	Fonds mondial pour la nature
Indian Law Resource Center	Tebtebba
Programme de microfinancements du FEM	Forest Peoples Programme
Convention sur la diversité biologique	Réseau FEM-ONG

Le FEM remercie le Gouvernement suisse pour sa généreuse aide financière à la préparation du présent document.

Conception graphique : Patricia Hord.Graphik design
Impression : Professional Graphics Printing Co.
Octobre 2012

PHOTOS

Page de couverture :	Frans Lemmens, Corbis <i>Deux filles, Sapa, Viet Nam.</i>
C2	Antonio V. Oquias / Shutterstock.com <i>Rizières en terrasses de Hapao, Nord de Manille, Philippines</i>
2	Andrushchenko Dmytro / Shutterstock.com <i>Les cosaques de Zaporozhye</i>
4-5	Pichugin Dmitry / Shutterstock.com <i>Marché africain sur les rives du lac Bunyonyi en Ouganda</i>
6	uros / Shutterstock.com <i>Trois hommes Masaï parcourent la savane en Tanzanie.</i>
11	Paul Prescott / Shutterstock.com <i>Une femme ramène des produits de son champ chez elle à Annapurna, Népal.</i>
12	Paul Prescott / Shutterstock.com <i>Femme Gurung traditionnelle tissant de la toile sur la terrasse d'une maison, Circuit des Annapurna, Népal</i>
14	Irina Igumnova / iStock <i>Femme en tenue traditionnelle nationale caressant le chien Haska.</i>
16	Lucian Coman / Shutterstock.com <i>Portrait d'une femme africaine tamisant du sorgho à l'aide d'un panier.</i>
19	Shutterstock.com <i>Rainette</i>
20	Des Victoriano / Collection du FEM
22	Domini Sansoni / Photothèque de la Banque mondiale <i>Deux hommes travaillent dans un champ du projet d'agriculture irriguée au Sri Lanka.</i>

LE FEM EN BREF

Le FEM réunit 182 pays — en partenariat avec des institutions internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé — pour s'attaquer à des problèmes environnementaux à caractère mondial. Organisme indépendant, le FEM accorde des financements aux pays en développement et aux pays en transition pour des projets concernant la biodiversité, le changement climatique, les eaux internationales, la dégradation des sols, la couche d'ozone et les polluants organiques persistants. Ces projets profitent à l'environnement à l'échelle de la planète. Ils sont le trait d'union des enjeux écologiques à l'échelle locale, nationale et mondiale, et favorisent l'adoption de moyens de subsistance viables.

Créé en 1991, le FEM est aujourd'hui la principale source de financement des projets d'amélioration de l'état environnemental du globe. Il a accordé des aides à hauteur de 9,2 milliards de dollars sur ses fonds propres et mobilisé plus de 40 milliards de dollars de cofinancement à l'appui de plus de 2 700 projets dans plus de 165 pays en développement ou en transition. Dans le cadre de son programme de microfinancements, il a également accordé plus de 12 000 financements sans intermédiaire à des organisations de la société civile et des organismes de proximité.

Le FEM est un partenariat qui rassemble dix organisations : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP) fournit des avis techniques et scientifiques sur les politiques et les projets du FEM.

www.theGEF.org



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE